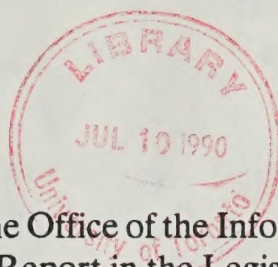




Information and Privacy  
Commissioner/Ontario  
Commissaire à l'information  
et à la protection de la vie privée/Ontario

## News Release

CARON  
IP  
-N26



TORONTO, June 25, 1990 -- The Office of the Information and Privacy Commissioner today tabled its second Annual Report in the Legislature.

The 1989 Annual Report offers a comprehensive overview of the operation of the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987* within Ontario institutions, and the accomplishments of the Commissioner's Office during its second year of operation.

In all, provincial ministries and agencies received 8,757 requests under the *Act*. Of these, 5,980 (68.3 per cent) were for general records, 2,684 (30.6 per cent) were for personal information and 93 (1.1 per cent) were for corrections to personal information.

In 1989, 407 appeals were made to the Commissioner under the *Act*. Of these, 310 (76.2 per cent) were in regard to requests for general records, 88 (21.6 per cent) related to requests for personal information and the remaining nine appeals (2.2 per cent) were in regard to correction requests.

Summaries of settled cases have been consolidated and published under a separate cover as Volume II of the Annual Report.

Highlights of the Annual Report include a statistical analysis of requests and appeals; an overview of government institutions' compliance with the privacy provisions of the *Act*; and recommendations made by the Commissioner concerning the records management practices of these institutions.

The Office of the Information and Privacy Commissioner, in operation since January 1, 1988, is responsible for ensuring both the public's right of access to government-held information, and the individual's right of privacy as it relates to personal information held by government institutions.

-30-

Reference: Sarah Jones  
Telephone: (416) 326-3333  
1-800-387-0073







TORONTO, le 25 juin 1990 - Le Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée dépose aujourd'hui son deuxième rapport annuel devant l'Assemblée législative.

Le rapport annuel de 1989 donne une vue d'ensemble de l'application de la *Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée* dans les institutions provinciales, et des réalisations du Bureau du commissaire au cours de sa deuxième année d'existence.

En tout, les ministères et organismes provinciaux ont été saisis de 8 757 demandes en vertu de la loi. Parmi ceux-ci, 5 980 (68,3 pour 100) portaient sur des documents généraux, tandis que 2 684 (30,6 pour 100) portaient sur des renseignements personnels et 93 (1,1 pour 100) sur des rectifications à des renseignements personnels.

En 1989, le commissaire a été saisi de 407 appels en vertu de la loi. Parmi ceux-ci, 310 (76,2 pour 100) portaient sur des demandes de documents généraux, tandis que 88 (21,6 pour 100) portaient sur des demandes de renseignements personnels et les neuf autres appels (2,2 pour 100) sur des demandes de rectification.

On a réuni les sommaires des causes réglées dans un volume distinct, à savoir le volume II du rapport annuel.

Les points saillants du rapport annuel comprennent une analyse statistique des demandes et des appels, un aperçu du respect, par les organismes publics, des dispositions de la loi visant la protection de la vie privée et les recommandations faites par le commissaire concernant les méthodes de gestion de documents par ces institutions.

Le Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, qui a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> janvier 1988, est chargé de veiller à la fois au respect du droit universel d'accès aux renseignements que possède l'Administration et à celui du droit de chaque particulier à la protection des renseignements personnels le concernant que détiennent les organismes publics.

- 30 -

Personne-ressource : Sarah Jones  
Téléphone : (416) 326-3333  
1-800-387-0073

